

PROFIL ABONNÉS

Conflans: Abdelhakim Sefrioui, un militant islamiste aux racines de l'engrenage

Par Willy Le Devin(<https://www.liberation.fr/auteur/10707-willy-le-devin>) — 17 octobre 2020 à 19:28



Abdelhakim Sefrioui devant la mosquée de Drancy, en mars 2010. Libération

Dans des interviews filmées le 12 octobre, l'homme, qui peuple les notes des services de renseignement

depuis les années 1990, réclamait la «suspension immédiate» de Samuel Paty, l'enseignant d'histoire-géographie assassiné vendredi. Il a été placé en garde à vue.

C'est un militant inlassable de l'islamisme. Depuis vingt-cinq bonnes années, il quadrille la région parisienne et met les institutions républicaines sous pression, en particulier l'Education nationale. Parmi les vidéos ayant enclenché l'engrenage fou qui semble avoir conduit à la décapitation de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), on retrouve son phrasé froid et déterminé. Barbe blanchie par le temps, Abdelhakim Sefrioui, né le 21 avril 1959 à Fès (Maroc), s'est trouvé un nouveau combat en pourfendant le choix de montrer les caricatures de Mahomet en classe de quatrième. Samedi, il a été placé en garde à vue dans le cadre de l'enquête ouverte par le parquet national antiterroriste (Pnat).

Dans des interviews filmées le 12 octobre, Sefrioui se présente, parmi ses multiples casquettes, comme un membre du bureau du «Conseil des imams de France». Une institution obscure et éphémère qui n'a jamais fait partie des autorités religieuses officielles de l'islam de France. Durant plus de deux minutes, il explique être «*allé voir l'administration du collège [du Bois-d'Aulne, où enseignait Samuel Paty, ndlr], en compagnie d'Ibrahim [le père de famille qui a, lui aussi, publié une vidéo virale et qui se trouve également en garde à vue, ndlr]*». Lors de cette rencontre, qui aurait eu lieu le 8 octobre, Sefrioui dit avoir exposé «*la gravité de la chose [le fait de montrer les caricatures, ndlr] mais ça n'avait pas l'air de choquer autrement la principale, la CPE. Elles étaient au courant*». Il conclut ainsi: «*On a fait part de notre stupéfaction que la direction puisse accepter ça. On lui a fait savoir une chose: que nous, Conseil des imams de France, et nous, musulmans en France, refusons catégoriquement ce genre de comportement irresponsable et agressif, et qui ne respecte pas le droit de ces enfants à*

garder leur intégrité psychologique. On a dit qu'on exigeait la suspension immédiate de ce voyou [Samuel Paty, ndlr] car ce n'est pas un enseignant.»

Librairie clandestine

Abdelhakim Sefrioui peuple les notes des services de renseignement territoriaux et nationaux depuis le début des années 1990. Originaire de l'Essonne –il a été interpellé ce samedi à Evry–, il s'est toujours présenté comme «*un professeur*», selon Noam Anouar, ancien agent de la Direction du renseignement de la préfecture de police de Paris (DRPP), qui l'a pisté durant plusieurs années. En réalité, Sefrioui gravitait sur les marchés et a tenu un temps une librairie islamique clandestine près du métro Robespierre, à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Son énergie, il la dépense surtout à organiser pléthore de manifestations et d'appels à la prière sur la voie publique. Aux Ulis (Essonne), en 2004, c'est une extension de la mosquée qu'il réclame. A Paris, quelques années plus tard, il fait le siège de la grande mosquée pour s'étrangler des propos conciliants tenus par le recteur, Dalil Boubakeur, à l'endroit d'Israël. Il tiendra ensuite ces mêmes diatribes radicales et antisémites à Drancy, où officie un autre imam prônant la proximité avec la communauté juive, Hassen Chalghoumi.

Mais c'est pour son activisme comme leader du collectif propalestinien Cheikh-Yassine qu'il inquiète surtout les services français. Ce groupuscule (dédié à Ahmed Yassine, un des guides spirituels du Hamas abattu par l'armée israélienne le 22 mars 2004) est extrêmement mobile en Ile-de-France, et adepte des coups de pression. Pour Noam Anouar, la date du 18 mai 2010 signe ainsi la fracture béante entre la société française et une partie des islamistes radicaux: ce soir-là, l'association féministe Ni putes ni soumises (NPNS) organise un débat sur le voile intégral dans une école primaire de Montreuil. L'événement s'annonçant potentiellement tendu, le policier se rend sur place: Sefrioui et sa bande sont là. Ils invectivent les conférenciers du jour, le

député communiste Jean-Pierre Brard, la présidente de NPNS Sihem Habchi, et Manuel Valls, alors député socialiste de l'Essonne. La réunion s'achève en pugilat, obligeant la police à intervenir pour évacuer la salle.



Abdelhakim Sefrioui en 2014 lors d'une manifestation pro-palestinienne. Photo Albert Facelly pour Libération

«**Combattre les hordes sionistes**»

A l'été 2014, Abdelhakim Sefrioui refait parler de lui dans les manifestations propalestiniennes qui agitent les rues de Paris. Drapé dans son keffieh, il hurle au micro la nécessité de «*combattre les hordes sionistes*» et dénonce avec virulence l'opération militaire israélienne dans la bande de Gaza. Fiché S (pour «sûreté de l'Etat») par le contre-terrorisme et inscrit au Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT), il est également connu des services de contre-ingérence pour sa proximité avec l'ambassade du Maroc, qui dispose de nombreux correspondants disséminés en France. Mais ce qui agite surtout les policiers à l'époque, c'est le rapprochement

entre Sefrioui et le mouvement pro-jihadiste Sirat Alizza («la voie de la fierté»), qui se fondera plus tard dans le plus connu Forsane Alizza («les Cavaliers de la fierté»). Plusieurs des membres de ces groupes ont participé aux filières de départ pour mener le jihad en Syrie.

Sefrioui, pour sa part, ne quitte pas la France. Et comprend que pour sensibiliser une partie de la jeunesse à ses thèses véhémentes, il faut investir les réseaux sociaux et les plateformes vidéo. Ainsi, la DRPP identifie sa main derrière le site internet «Dômes et Minarets».

En 2013, il s'était déjà confronté à la direction d'un établissement scolaire, ciblant le lycée Auguste-Blanqui de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Cette fois, il disait soutenir des élèves musulmanes qui portaient des jupes longues, à grands renforts de pressions et intimidations.

Interpellé à plusieurs reprises pour avoir bravé des arrêtés d'interdiction de rassemblement, Abdelhakim Sefrioui ne désarme jamais. Et se vit en protecteur des musulmans pourchassés par la République. Bien sûr, le prédicateur nie tout agenda politique. A l'exception d'une embauche, en 2006, quand il faisait partie de l'équipe de campagne de Dieudonné, à l'époque où le polémiste antisémite visait l'élection présidentielle.

[Willy Le Devin \(https://www.liberation.fr/auteur/10707-willy-le-devin\)](https://www.liberation.fr/auteur/10707-willy-le-devin)